

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

n°CCAP/26/10 du 05.06.2026












### **ACCORD-CADRE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

#### **Mise en œuvre et Gestion de Campagnes Publicitaires payantes en ligne**

**Consultation n°2026/CONSU/10 du 5 juin 2026**

**CCI ALSACE EUROMÉTROPOLE**  
14 rue de la Haye – Schiltigheim  
CS 10066 - 67012 STRASBOURG CEDEX

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Mise en œuvre et gestion de campagnes publicitaires payantes en ligne
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	3
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	1 an
	<b>Reconduction</b>	Avec, reconductible tacitement 3 fois 1 an
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

# SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
1.3 - Type d'accord-cadre .....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Confidentialité.....	6
4 - Protection des données à caractère personnel .....	7
4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel .....	7
4.2 - Obligations du titulaire.....	7
4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	7
4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	7
4.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	7
4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel.....	8
4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....	8
4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel .....	8
4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données.....	8
4.2.9 - Délégué à la protection des données .....	8
4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement.....	9
4.2.11 - Documentation .....	9
4.3 - Obligations de l'acheteur.....	9
5 - Durée et délais d'exécution.....	10
5.1 - Date prévisionnelle de début des prestations .....	10
5.2 - Durée du contrat .....	10
5.3 - Reconduction .....	10
6 - Prix .....	10
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	10
6.3 - Modalités de variation des prix.....	11
6.4 - Clause de sauvegarde .....	12
7 - Garanties Financières.....	12
8 - Avance.....	13
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	13
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	13
9 - Modalités de règlement des comptes .....	13
9.1 - Acomptes .....	13
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	13
9.3 - Délai global de paiement.....	14
9.4 - Paiement des cotraitants.....	15
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	15
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	15
11 - Clause environnementale d'exécution .....	16
12 – Constatations de l'exécution des prestations.....	17
12.1 - Vérifications.....	17
12.2 - Décision après vérification .....	17

13 - Modification du contrat.....	17
13.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire.....	17
13.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché .....	17
13.3 - Changement en cours d'exécution du marché .....	18
13.4 - Cas fortuits et force majeure .....	18
14 - Droit de propriété intellectuelle et réversibilité .....	18
15 - Pénalités.....	19
15.1 - Pénalités de retard .....	19
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	19
15.3 - Pénalités pour non remise d'attestations .....	19
15.4 - Autres pénalités spécifiques .....	19
16 - Assurances.....	20
17 - Clause de réexamen.....	20
18 - Résiliation du contrat .....	23
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	23
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	23
19 - Obligations et justificatifs à produire pendant l'exécution du marché.....	23
20 - Règlement des litiges et langues .....	24
21 - Engagements éthiques et probité .....	24
22 - Dérogations .....	25

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

### Mise en œuvre et gestion de campagnes publicitaires payantes en ligne

La CCI Alsace Eurométropole souhaite confier à une agence web la mise en place et la gestion de ses campagnes publicitaires payantes sur les moteurs de recherche, les réseaux sociaux et les displays.

La présente consultation a pour objet la mise en place de campagnes publicitaires payantes en ligne pour la CCI Alsace Eurométropole. Les prestations attendues incluent la mise en œuvre, la gestion et l'optimisation des campagnes publicitaires sur divers supports en ligne tels que les réseaux sociaux, les moteurs de recherche, et autres plateformes digitales. L'objectif est de promouvoir les services et événements de la CCI Alsace Eurométropole auprès de ses publics cibles. La consultation couvre l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation de ces campagnes, y compris l'achat d'espaces publicitaires réalisés pour le compte de la CCI, et le reporting des performances.

**Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.**

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en **3 Lots** :

Lot	Désignation
<b>1</b>	Campagnes Search
<b>2</b>	Campagnes sur les médias sociaux
<b>3</b>	Affichage Display

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

**L'accord-cadre** avec **maximum** est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de **bons de commande**.

Le montant total des prestations pour la durée totale de l'accord-cadre, toutes reconductions incluses, est défini comme suit :

Lot	Désignation	Maximum pour la durée totale de l'accord-cadre, toutes reconductions incluses HT
<b>1</b>	Campagnes Search	120 000 €
<b>2</b>	Campagnes sur les médias sociaux	160 000 €
<b>3</b>	Affichage Display	80 000 €

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- la date et le numéro du marché,
- la date et le numéro du bon de commande,
- la nature et la description des prestations à réaliser,
- les délais d'exécution (date de début et de fin),

- les lieux d'exécution des prestations,
- le montant du bon de commande,
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

La durée d'exécution est précisée dans chaque bon de commande

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'Acte d'Engagement « AE » et ses annexes financières, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP »,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP » et ses annexes,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- le Bordereau des Prix Unitaires « BPU »,
- l'offre technique du titulaire.
- les futurs bons de commande,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché/accord-cadre,

Les originaux sont conservés par le pouvoir adjudicateur et font seule foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## 3 - Confidentialité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

### Obligation de confidentialité du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter une obligation de confidentialité absolue concernant toutes les informations, documents, données, outils, résultats, ou échanges auxquels il pourrait avoir accès dans le cadre de l'exécution du marché, qu'ils soient transmis par la CCI Alsace Eurométropole ou générés au cours de la mission.

Ces informations, qu'elles soient écrites, orales, ou sous toute autre forme, doivent être utilisées uniquement dans le cadre de l'exécution des prestations prévues au marché. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers sans l'accord préalable et écrit de la CCI Alsace Eurométropole. Cette obligation de confidentialité persiste même après la fin du marché.

### Confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur en matière de protection des données personnelles, notamment le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD), et à garantir la confidentialité de toutes les données collectées dans le cadre de la campagne publicitaire.

Les résultats, rapports, et autres données liées aux campagnes publicitaires sont confidentiels et ne peuvent être communiqués à des tiers, en dehors des obligations contractuelles, sans l'accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur.

### Obligation de confidentialité des sous-traitants

Le titulaire s'engage à informer ses sous-traitants, collaborateurs, et partenaires éventuels des obligations de confidentialité définies dans le présent article et à veiller à ce qu'ils respectent également ces obligations. Le titulaire reste responsable de la bonne application de ces dispositions par ses sous-traitants et partenaires.

## 4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-TIC, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

### 4.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est la durée de l'accord-cadre.

### 4.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### 4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### 4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

#### 4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : [dpo@grandest.cci.fr](mailto:dpo@grandest.cci.fr).

#### **4.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :  
par courriel

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### **4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données**

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : 5 ans à compter de la date de fin de l'exécution du marché (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables. Le profil d'acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat "PLACE" » est un outil permettant l'archivage vers une plateforme d'archivage électronique.

#### **4.2.8 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

#### **4.2.9 - Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.



#### **4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
  - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **4.2.11 - Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### **4.3 - Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Date prévisionnelle de début des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 1<sup>er</sup> octobre 2026.

### 5.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale **d'1 an à compter de la date de notification du contrat**.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

### 5.3 - Reconduction

L'accord-cadre est **reconduit Tacitement** jusqu'à son terme.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à **3**.

La durée de chaque période de reconduction est **d'1 an**.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est **de 4 ans**.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires définis dans le bordereau des prix unitaires (BPU) joint à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution de la prestation, y compris les frais de déplacement, d'hébergement et de séjour des personnels du titulaire nécessaires à l'exécution des prestations.

### 6.2 – Spécificités pour la gestion des achats d'espaces publicitaires (budget publicitaire)

#### 1. Mandat de gestion des dépenses publicitaires

Le titulaire est mandaté par la CCI Alsace Eurométropole pour engager des dépenses publicitaires nécessaires à la mise en œuvre des campagnes publicitaires en ligne. À ce titre, le titulaire est réputé agir en qualité de mandataire de la CCI. A ce titre, le titulaire avance les frais suite à une validation préalable écrite de la CCI.

#### 2. Respect des instructions du pouvoir adjudicateur

Le titulaire s'engage à respecter les instructions du pouvoir adjudicateur concernant :

- Les montants des dépenses publicitaires,
- La cible des campagnes publicitaires,
- Les périodes de diffusion des campagnes,
- Les plateformes publicitaires à utiliser.

### **3. Refacturation des dépenses publicitaires**

Le titulaire refacture à l'euro près les sommes avancées pour les dépenses publicitaires, sur production des factures originales des régies publicitaires. Le titulaire ne peut en aucun cas appliquer de frais, commissions ou marges sur ces sommes.

### **4. Comptes Publicitaires**

Les comptes publicitaires créés ou utilisés dans le cadre des campagnes doivent être nominatifs au nom de la CCI, ou à tout le moins accessibles à cette dernière. Le titulaire s'engage à fournir à la CCI tous les accès nécessaires à ces comptes.

### **5. Modalités de paiement**

Les dépenses publicitaires engagées par le titulaire pour le compte de la CCI seront remboursées sur présentation des factures originales des régies publicitaires. Le remboursement interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la réception des factures par la CCI.

### **6. Obligations du Titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- Respecter les instructions du pouvoir adjudicateur,
- Refacturer les dépenses publicitaires à l'euro près,
- Ne pas appliquer de frais, commissions ou marges sur les sommes avancées,
- Fournir les accès aux comptes publicitaires à la CCI.

### **7. Obligations du Pouvoir Adjudicateur**

La CCI s'engage à :

- Fournir les instructions nécessaires au titulaire,
- Rembourser les dépenses publicitaires avancées par le titulaire sur production des factures originales.

### **8. Résiliation**

Le présent mandat peut être résilié par l'une ou l'autre des parties en cas de manquement grave aux obligations contractuelles

## **6.3 - Modalités de variation des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont fermes et définitifs la première année de l'accord-cadre. Ils sont ensuite révisibles à la date anniversaire par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

**pour les 3 Lots :**

Formules	Prix concernés
$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{SYN REV (n)} / \text{SYN REV (o)})$	tous les prix du BPU

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

**Les index de référence**, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants **pour tous les lots** :

Code	Libellé
SYN REV	Indice SYNTEC

Lors de chaque révision, le coefficient de révision sera appliqué aux prix initiaux de l'accord-cadre c'est-à-dire aux prix du BPU remis lors de la remise des offres.

En cas de modification ou de disparition officielle de tout ou partie des paramètres représentatifs choisis dans les formules et à défaut de dispositions légales ou réglementaires permettant leur rattachement aux anciens, les nouveaux paramètres seront choisis à partir d'éléments fournis par des publications périodiques, mercures ou tous autres termes de comparaison courante dans la région.

Le choix des nouveaux paramètres sera notifié par un avenant.

Le titulaire devra transmettre à la CCI ALSACE EUROMETROPOLE, par lettre recommandée avec accusé de réception et copie par courriel aux adresses suivantes [a.sardini@grandest.cci.fr](mailto:a.sardini@grandest.cci.fr), [e.haaser@alsace.cci.fr](mailto:e.haaser@alsace.cci.fr), un mois avant la date d'entrée en vigueur, un nouveau BPU, avec le détail de son calcul du coefficient Cn et les justificatifs afférents pour le calcul de la formule. Si le titulaire ne communique pas de nouveaux tarifs, les tarifs précédents resteront en vigueur.

En cas d'erreur de calcul sur le coefficient transmis par le titulaire, l'acheteur donnera un délai de 5 jours au titulaire pour corriger ces éléments.

Les nouveaux prix ne pourront être appliqués qu'après accord express de la CCI.

La CCI s'engage à répondre dans un délai de 15 JOURS à compter de la réception du BPU réactualisé.

Si le nouveau tarif est accepté, il entre en application à la date de notification au titulaire ou à une date ultérieure qui pourra être précisée sur le courrier de notification. Le nouveau tarif deviendra pièce contractuelle de l'accord-cadre.

La CCI est en droit de refuser toute augmentation qui n'aurait pas fait l'objet d'une communication dans les conditions fixées ci-dessus,

Cette règle s'applique exclusivement aux prix relatifs aux frais perçus par le titulaire, tels que prévus au BPU.

En revanche, le budget publicitaire, correspondant aux montants effectivement engagés auprès des régies et plateformes publicitaires (Google Ads, Meta Ads, etc.), ne relève pas de cette clause. Ces montants sont refacturés à l'euro près, sur la base des factures ou relevés fournis par les régies concernées, et peuvent donc varier en fonction des besoins, des durées de campagne et des objectifs fixés par la CCI Alsace Eurométropole.

#### **6.4 - Clause de sauvegarde**

La CCI se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché/accord-cadre en cours à la date du changement de tarif si ce changement conduit à une augmentation supérieure à **3%** par rapport aux conditions précédentes.

## **7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication.

### 8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% de la part du montant toutes taxes comprises du bon de commande exécutée par le titulaire. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80%.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

### 8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Acomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

Le titulaire peut choisir une périodicité de règlement des acomptes mensuelle ou trimestrielle, à préciser à la notification du marché.

Chaque acompte correspond à la valeur des prestations réellement exécutées pendant la période considérée, sur la base du Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Chaque demande de paiement devra être accompagnée des pièces justificatives suivantes :

- un décompte détaillé des prestations exécutées (par type de prestation et plateforme concernée),
- les factures des plateformes publicitaires en cas de refacturation de budgets média,
- tout élément de preuve de la réalisation effective des campagnes (reporting, captures, bilans intermédiaires, etc.).

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. la date d'émission de la facture ;
2. la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
5. la désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
6. la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11. le cas échéant, les modalités de règlement ;
12. le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique, **SIRET CCIAE : 130 022 676 00196**
- Numéro d'engagement juridique : **n° du Marché/Accord-cadre =**  
**Lot 1 : 2026/AOO/10.01**  
**Lot 2 : 2026/AOO/10.02**  
**Lot 3 : 2026/AOO/10.03**

**Afin d'assurer la transparence et la traçabilité des dépenses, le titulaire est tenu de distinguer clairement sur ses factures :**

#### **1. Les prestations réalisées**

Ces prestations sont facturées selon les prix unitaires définis dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

#### **2. Les achats d'espaces publicitaires (budget publicitaire)**

Ces dépenses correspondent aux montants effectivement engagés auprès des plateformes publicitaires (Google, Meta, etc.) et doivent faire l'objet d'une **ligne de facturation séparée**, accompagnée :

- des **justificatifs émis par la plateforme** (facture, relevé ou capture de facturation),
- du détail des campagnes concernées (période, plateforme, montant hors taxes, taux de TVA applicable).

Le titulaire ne pourra appliquer aucune marge, ni majoration sur les montants refacturés au titre des budgets publicitaires. Les montants devront être restitués à l'euro près, dans la limite des enveloppes budgétaires validées par la CCI Alsace Eurométropole.

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

## 9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

# 10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon. Le titulaire doit fournir les prestations décrites dans sa proposition conformément aux prescriptions du cahier des charges. La prestation s'effectue selon les règles de l'art de la profession. La proposition ainsi que toute documentation afférente sont rédigées en langue française.

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-TIC, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de quatre jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### Obligations du titulaire

Le titulaire du marché s'engage à respecter l'ensemble des obligations découlant du présent marché et, à ce titre, il devra notamment :

- Se Conformer à la législation en vigueur relative à la publicité en ligne et à la protection des données personnelles, en particulier les dispositions du Règlement général sur la protection des données (RGPD),
- Mettre en œuvre des campagnes publicitaires ciblées et performantes, dans le respect des budgets alloués et des objectifs définis par la CCI Alsace Eurométropole,
- Garantir la confidentialité de toutes les informations échangées ou produites dans le cadre de l'exécution du marché, y compris les données collectées, les bilans de campagnes et les résultats détaillés.

Le titulaire s'engage à assurer une exécution rigoureuse et proactive des prestations, conformément au calendrier établi d'un commun accord avec la CCI Alsace Eurométropole. Il devra faire preuve de réactivité et d'adaptabilité pour intégrer les éventuels ajustements en fonction des performances constatées ou des évolutions des priorités de communication de l'acheteur.

Les campagnes pourront être déployées sur tout type de plateformes digitales pertinentes (réseaux sociaux, moteurs de recherche, display, etc.). Leur planification et diffusion devront correspondre aux objectifs stratégiques définis pour chaque opération, en cohérence avec les publics cibles identifiés.

Le titulaire devra fournir les livrables attendus (rapports, bilans, tableaux de bord, synthèses, etc.) selon les formats requis et aux échéances fixées par l'acheteur. Ces livrables devront être clairs, exploitables, et pédagogiques, dans un souci de lisibilité, de transparence et de traçabilité des actions menées.

Lorsque l'acheteur le jugera nécessaire, le titulaire participera à des points d'étape, comités de pilotage ou réunions de suivi, qui pourront se tenir en présentiel ou à distance. Ces temps d'échange seront pris en charge par le titulaire, sans frais supplémentaires pour la CCI Alsace Eurométropole.

### **Accès aux comptes publicitaires**

Le titulaire s'engage à créer, configurer et gérer les campagnes publicitaires sur des comptes appartenant à la CCI Alsace Eurométropole ou, à défaut, à créer des comptes spécifiques pour le présent marché, lesquels devront être transférables à tout moment à l'acheteur.

À la fin du marché (ou à la demande de l'acheteur en cours d'exécution), le titulaire s'engage à :

- Transmettre l'intégralité des accès administrateurs aux comptes publicitaires utilisés (Google Ads, Meta Ads, etc.),
- Remettre les identifiants de connexion et codes d'accès,
- Fournir, si nécessaire, un accompagnement à la prise en main ou à la migration des comptes.

Aucune suppression de données, limitation d'accès, ni facturation complémentaire ne pourra être exigée au moment de cette restitution.

## **11 - Clause environnementale d'exécution**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les prestations dans le respect des principes de sobriété numérique et de réduction de l'impact environnemental.

### **11.1 Exigences minimales d'exécution**

Le titulaire s'engage à :

- privilégier les échanges dématérialisés et les réunions à distance lorsque cela est compatible avec la bonne exécution des prestations ;
- limiter les déplacements aux situations nécessitant une présence physique ;
- optimiser le paramétrage des campagnes afin d'éviter les diffusions manifestement inutiles ou non pertinentes ;
- adapter les volumes de diffusion aux objectifs poursuivis ;
- mettre en œuvre les bonnes pratiques de sobriété numérique compatibles avec les objectifs de communication du marché.

### **11.2 Suivi des actions environnementales**

Le titulaire présentera, dans les rapports ou bilans prévus au marché, un état récapitulatif des actions mises en œuvre au titre des obligations environnementales prévues au présent article.

Le pouvoir adjudicateur pourra demander tout élément permettant de vérifier le respect de ces obligations.

### **11.3 Engagements issus de l'offre**

Les engagements, méthodes, indicateurs, outils de suivi, actions d'amélioration continue et solutions proposés par le titulaire dans son offre au titre du critère « Performance environnementale » constituent des engagements contractuels dès lors qu'ils ont contribué à l'appréciation de son offre.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre ces dispositions pendant toute la durée du marché.

Toute évolution ou adaptation de ces engagements devra être préalablement validée par le pouvoir adjudicateur lorsqu'elle est susceptible d'en modifier substantiellement la portée.



## 12 – Constatations de l'exécution des prestations

### 12.1 - Vérifications

La constatation de l'exécution des prestations est effectuée par le pouvoir adjudicateur, ou toute personne désignée par lui, conformément aux dispositions des articles 30 à 32 du CCAG-TIC.

À cette fin, le titulaire transmet les rapports, bilans, justificatifs et documents de suivi prévus au présent marché et au CCTP.

Pour chaque prestation ou campagne réalisée, le titulaire fournit notamment :

- le descriptif des actions réalisées (plateformes utilisées, formats diffusés, ciblage mis en œuvre, optimisations effectuées) ;
- les résultats obtenus et les indicateurs de performance associés ;
- les budgets engagés, détaillés hors taxes et toutes taxes comprises ;
- les éléments de suivi environnemental prévus au marché ;
- tout document ou justificatif permettant de vérifier la conformité des prestations aux stipulations contractuelles.

Le pouvoir adjudicateur procède à la vérification quantitative et qualitative de ces éléments afin de s'assurer de la bonne exécution des prestations, du respect des exigences du marché ainsi que des engagements contractuels du titulaire.

### 12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision conformément aux dispositions des articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

Selon les résultats des vérifications, il peut notamment prononcer :

- l'admission des prestations ;
- l'ajournement des prestations lorsque des mises au point, compléments ou corrections sont nécessaires ;
- l'admission avec réfaction lorsque les prestations peuvent être admises malgré des imperfections mineures ;
- le rejet total ou partiel des prestations lorsqu'elles ne répondent pas aux stipulations du marché.

Lorsque des compléments, corrections ou mises au point sont nécessaires, le titulaire est tenu de les réaliser dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de la procédure d'ajournement prévue par le CCAG-TIC.

## 13 - Modification du contrat

### 13.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais

### 13.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CCI.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, la CCI procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R.2143-6

à R.2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la CCI procédera à la résiliation du marché.

### **13.3 - Changement en cours d'exécution du marché**

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. La CCI se réserve le droit de modifier le présent contrat.

### **13.4 - Cas fortuits et force majeure**

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché.

Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour la CCI.

## **14 - Droit de propriété intellectuelle et réversibilité**

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, la CCI Alsace Eurométropole bénéficie, pour les besoins de ses activités, d'un droit d'utilisation, de reproduction, de représentation, d'adaptation et de modification sur l'ensemble des livrables réalisés dans le cadre du présent marché.

Ce droit est concédé à titre non exclusif, gratuit, pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits concernés.

Sont notamment concernés :

- les contenus publicitaires créés dans le cadre du marché (textes, scripts, accroches, visuels éventuellement produits dans le cadre des prestations) ;
- les rapports, bilans, tableaux de bord et reportings ;
- les données et paramétrages des campagnes ;
- les landing pages réalisées pour les besoins du marché ;
- les fichiers sources remis au pouvoir adjudicateur.

Les comptes publicitaires utilisés dans le cadre du marché devront être créés au nom de la CCI Alsace Eurométropole ou être intégralement transférables à son profit à tout moment et, au plus tard, à l'issue du marché.

À la demande du pouvoir adjudicateur ou à l'expiration du marché, le titulaire remettra sans frais l'ensemble des accès, données, historiques, paramétrages, fichiers sources et éléments nécessaires à la continuité d'exploitation des campagnes.

Le titulaire garantit que les éléments remis à la CCI ne portent pas atteinte aux droits de tiers et fait son affaire de toute réclamation à ce titre.

Le titulaire remettra les accès, comptes, historiques, données et fichiers sources dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à compter de la demande de la CCI ou au plus tard à la date de fin du marché.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Lorsque les délais contractuels d'exécution détaillés au bordereau des prix sont dépassés, par le fait du titulaire, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 15.3 - Pénalités pour non remise d'attestations

Pour la non remise des différentes attestations (assurance, pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail), le Titulaire disposera d'un délai de **15 jours** à compter de la réception de la demande de l'Acheteur pour transmettre lesdits documents.

À défaut de transmission dans ce délai, l'Acheteur se réserve la faculté d'appliquer les pénalités forfaitaires suivantes :

- 20 € par jour calendaire de retard pendant les 7 premiers jours,
- 40 € par jour calendaire de retard du 8<sup>ème</sup> jour au 14<sup>ème</sup> jour,
- 80 € par jour calendaire de retard du 15<sup>ème</sup> jour au 21<sup>ème</sup> jour.

En l'absence de décision expresse notifiée en ce sens, ces pénalités ne pourront être appliquées.

Faute de produire les documents précités, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Si le titulaire opte pour le dépôt des différentes attestations sur un espace sécurisé de dépôt, de suivi et de centralisation des attestations réglementaires tel qu'Aprovall 360, le pouvoir adjudicateur a la faculté de consulter à tout moment, pendant l'exécution du marché, la complétude et la conformité du dossier du titulaire.

Si, à l'occasion d'une consultation, le pouvoir adjudicateur constate une non-conformité ou une incomplétude sur son dossier, la disposition citée ci-avant s'applique dans les mêmes conditions.

### 15.4 - Autres pénalités spécifiques

- Absence non justifiée à une réunion de suivi, de pilotage ou de bilan prévue au marché : 100 € par réunion.
- Retard dans la remise d'un rapport ou bilan prévu au marché : 50 € par jour ouvré de retard par constat
- Retard dans la transmission des accès, comptes, données ou éléments nécessaires à la continuité d'exploitation : 100 € par jour ouvré de retard après mise en demeure restée sans effet.
- Remplacement d'un intervenant clé sans information préalable de la CCI ou sans profil équivalent : pénalité forfaitaire de 300 € après mise en demeure restée sans effet.
- Absence de transmission des éléments de suivi environnemental prévus au marché ou dans l'offre du titulaire : 100 € par rapport ou bilan concerné après mise en demeure restée sans effet.

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'attestation d'assurance doit notamment préciser le nom de la compagnie, les risques couverts, la date d'expiration des garanties prévues au contrat, le numéro des polices et les plafonds de garantie.

La production de ces attestations doit être renouvelée périodiquement de manière à justifier la couverture du titulaire pendant toute la durée du contrat.

## 17 - Clause de réexamen

**Conformément aux articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du Code de la commande publique, une procédure de réexamen des conditions d'exécution du présent accord-cadre/marché peut être engagée par l'une ou l'autre des parties pendant toute la durée du marché.**

### 1. Cas déclencheurs du réexamen

La procédure de réexamen peut être initiée notamment dans les cas suivants, sans que cette liste soit limitative :

- **Évolutions technologiques et du marché publicitaire digital**

**En cas d'évolution significative des plateformes publicitaires, des moteurs de recherche, des technologies de diffusion, des outils d'analyse ou des solutions d'intelligence artificielle générative (GEO – Generative Engine Optimization), les parties pourront réexaminer les modalités techniques d'exécution des prestations.**

**Les adaptations pourront notamment concerner :**

- les leviers publicitaires utilisés ;
- les formats de diffusion ;
- les modalités de ciblage ;
- les outils de pilotage et de reporting ;
- les indicateurs de suivi et de performance ;
- les prestations rendues nécessaires par l'émergence de nouvelles technologies directement liées à l'objet du marché.

- **Circonstances imprévues modifiant significativement les conditions d'exécution**, telles que :
  - crise sanitaire impactant les modalités d'enquête (ex. confinement, restrictions d'accès aux répondants),
  - grèves affectant la disponibilité des ressources humaines,
  - difficultés d'approvisionnement en matériel ou logiciels,
  - événements extérieurs perturbant durablement l'organisation du service (ex. catastrophe naturelle, cyberattaque).
- **Évolution réglementaire ou législative** imposant des modifications des modalités d'exécution ou des charges nouvelles non prévisibles au moment de la signature.
- **Modification ou disparition d'indice de variation des prix** utilisé pour la révision tarifaire.
- **Ajout de prestations** en cas de nécessité d'exécuter des prestations non prévues au marché initial (prestations additionnelles), le recours à cette clause est strictement limité aux seuls cas où : les prestations ajoutées sont indispensables à la bonne exécution du marché, en raison d'un événement imprévu ou d'une évolution non prévisible lors de la passation,
- **Modification des volumes ou périmètres** : uniquement lorsqu'elles résultent de circonstances imprévues ou d'un besoin dûment justifié du pouvoir adjudicateur et qu'elles ne dénaturent pas le marché.  
Toute adaptation doit rester proportionnée et ne pas modifier la nature globale des prestations.
- **Force majeure** affectant l'exécution normale des prestations.

## 2. Modalités de la demande et justification

- La demande de réexamen doit être adressée par écrit, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.
- Elle doit être accompagnée d'un dossier motivé comprenant notamment :
  - une description précise de l'événement ou de la circonstance justifiant le réexamen,
  - les impacts techniques, organisationnels, financiers et calendaires constatés ou anticipés,
  - les justificatifs pertinents (rapports, documents officiels, preuves des coûts supplémentaires, etc.),
  - une proposition d'adaptation des prestations, des délais ou des conditions financières.
- Le destinataire dispose d'un délai de **10 jours ouvrés** à compter de la réception du dossier complet pour se prononcer sur la demande.
- À défaut de réponse dans ce délai, la demande est réputée rejetée, sans préjudice des voies de recours.

## 3. Effets calendaires

- La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations, qui doivent se poursuivre dans les conditions initiales.
- La date d'entrée en vigueur des modifications acceptées sera fixée par avenant, en tenant compte des délais nécessaires à leur mise en œuvre.
- Les délais contractuels pourront être adaptés en conséquence, notamment en cas de prolongation justifiée par les circonstances.

## 4. Conséquences en cas de désaccord

- En cas de désaccord sur la demande de réexamen ou sur ses modalités (nature, étendue, conséquences financières ou calendaires), les parties s'engagent à rechercher une solution amiable dans un délai raisonnable.
- À défaut d'accord, chacune des parties conserve la possibilité de recourir aux voies de droit ouvertes, sans préjudice de la poursuite de l'exécution des prestations dans les conditions initiales du marché.
- Le titulaire ne pourra en aucun cas suspendre ou refuser l'exécution des prestations en invoquant la présente clause.

## 5. Formalisation des modifications

- Toute modification acceptée à l'issue de la procédure fera l'objet d'un avenant écrit au présent accord-cadre/marché, précisant les nouvelles conditions d'exécution, les éventuelles adaptations financières et calendaires.
- Les surcoûts pris en charge excluent les variations déjà couvertes par les clauses de révision des prix fondées sur des indices.
- Le calcul des adaptations financières résultant de la mise en œuvre de la présente clause s'appuiera prioritairement sur les prix contractuels initialement prévus au marché.

Lorsque les prix contractuels ne permettent pas de déterminer de manière pertinente les adaptations financières nécessaires, une méthode alternative de valorisation peut être utilisée, sous réserve du respect cumulé des conditions suivantes :

- Les adaptations financières doivent être strictement limitées aux besoins nécessaires à la continuité du service, sans modification de la nature globale des prestations.
- Le titulaire doit fournir un dossier détaillé justifiant :
  - l'impossibilité avérée d'utiliser les prix contractuels,
  - la méthode de calcul proposée,
  - les éléments constitutifs du coût (charges directes, charges indirectes, temps mobilisé, moyens spécifiques rendus nécessaires par la circonstance imprévue),
  - toute pièce permettant de vérifier le caractère raisonnable et proportionné de la demande.

## **6. Dispositions relatives aux groupements**

En cas de défaillance, de retrait ou de résiliation partielle d'un membre du groupement de commandes, le pouvoir adjudicateur pourra engager une procédure de réexamen des conditions d'exécution du présent accord-cadre/marché afin d'assurer la continuité et la bonne exécution des prestations, en tenant compte de la forme juridique du groupement.

### **6.1. Groupement solidaire**

- Chaque membre du groupement solidaire est engagé pour la totalité du marché et doit pallier la défaillance d'un autre membre.
- En cas de défaillance d'un membre, les autres membres sont tenus de prendre en charge la part des prestations non exécutées par le membre défaillant, sans modification substantielle des conditions initiales du marché.
- Le pouvoir adjudicateur pourra réexaminer les modalités d'exécution, les délais et les conditions financières pour tenir compte de cette répartition accrue des prestations.
- Toute modification fera l'objet d'un avenant.
- La défaillance d'un membre ne saurait entraîner la suspension ou la cessation des prestations par les autres membres.

### **6.2. Groupement conjoint**

- Dans un groupement conjoint, chaque membre est responsable uniquement de sa part des prestations.
- En cas de défaillance d'un membre, la part non exécutée pourra être résiliée ou faire l'objet d'une substitution, sous réserve de l'accord du pouvoir adjudicateur.
- Le pouvoir adjudicateur pourra réexaminer la répartition des prestations entre les membres restants, les délais et les conditions financières, notamment en cas de substitution d'un nouveau membre.
- Toute modification fera l'objet d'un avenant.
- En cas d'absence de substitution ou de solution amiable, le pouvoir adjudicateur pourra décider de résilier la part non exécutée, sans que cela n'affecte les prestations des autres membres.

### **6.3. Groupement conjoint solidaire**

- Le mandataire conjoint solidaire est solidairement responsable des obligations du groupement, notamment en matière d'exécution et de coordination.
- En cas de défaillance d'un membre, les autres membres doivent, dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur, se substituer au défaillant pour assurer la continuité des prestations.
- Cette substitution fera l'objet d'un avenant précisant la nouvelle composition du groupement, la répartition des prestations, ainsi que les adaptations financières et calendaires éventuelles.
- En dernier recours, si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation partielle ou totale du marché.

### **6.4. Dispositions communes**

- Le membre défaillant doit notifier sa situation au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais et collaborer à la mise en œuvre des mesures correctrices.
- La mise en œuvre de cette clause ne saurait entraîner la suspension ou la cessation des prestations par les membres non défaillants du groupement.
- À défaut de désignation d'un remplaçant parmi les membres du groupement dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur peut accepter la substitution par un tiers non-membre du groupement, sous réserve que ce tiers :
  - remplit les critères de sélection qualitative et technique initialement exigés lors de la passation du marché,
  - soit accepté expressément par le pouvoir adjudicateur après vérification de sa capacité à assurer les prestations dans les conditions contractuelles,
  - que cette substitution ne constitue pas une modification substantielle du marché nécessitant une nouvelle procédure de mise en concurrence.
- Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable en cas de désaccord sur les modalités d'adaptation.
- Toute modification résultant de cette procédure fera l'objet d'un avenant écrit au présent accord-cadre/marché.

## 18 - Résiliation du contrat

### 18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation puisque le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 19 - Obligations et justificatifs à produire pendant l'exécution du marché

### 19.1 - Obligation de vigilance

Conformément aux dispositions des articles **L.8222-1 à L.8222-2** et **D.8222-5 à D.8222-7** du Code du travail, le titulaire s'engage à respecter, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'ensemble de ses obligations en matière **sociale, fiscale** et de **lutte contre le travail dissimulé**.

À ce titre, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur, **tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché**, les documents et attestations requis justifiant de la régularité de sa situation :

Document	Périodicité
Attestation de régularité sociale	Tous les <b>6 mois</b>
Attestation de régularité fiscale	Tous les <b>6 mois</b>
Liste nominative des salariés étrangers	Mise à jour tous les <b>6 mois</b> ou, s'il n'emploie pas de tels salariés, une <b>attestation sur l'honneur</b> correspondante

### 19.2 - Assurance

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire, y compris le mandataire et les cotraitants, doit justifier, pendant toute la durée du marché, qu'il est titulaire des contrats d'assurance couvrant les responsabilités encourues au titre du marché, au moyen d'une attestation d'assurance en cours de validité, précisant l'étendue des garanties souscrites.

### 19.3 - Modalités de transmission des documents

Les documents mentionnés au présent article peuvent être transmis :

- soit directement au pouvoir adjudicateur, par tout moyen approprié,
- soit, à titre **facultatif**, par dépôt sur une plateforme de dématérialisation dédiée au suivi des attestations réglementaires, telle que la plateforme **Aprovall 360**, mise à disposition gratuitement par la CCI, accessible à l'adresse suivante : <https://portal.aprovall.com/app>.

Dans le cadre de la collecte et du suivi des documents réglementaires exigés au titre du présent marché, notamment ceux prévus aux articles **D.8222-5 à D.8222-7** et **D.8254-2** du Code du travail ainsi qu'aux articles 1 et 2 de l'**arrêté du 22 mars 2019** fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, le titulaire peut, s'il le souhaite, déposer les documents requis sur la plateforme Aprovall 360.

Lorsque le titulaire recourt à cette plateforme, il en informe le pouvoir adjudicateur et précise la disponibilité des documents sur l'espace dédié.

Aprovall 360 est une plateforme sécurisée permettant le dépôt, la centralisation, le suivi et la mise à jour des attestations réglementaires, pièces administratives et assurances exigées dans le cadre des marchés publics. Elle permet notamment :

- la centralisation des documents dans un espace unique,
- le suivi des échéances et la mise à jour des pièces,
- la mise à disposition des documents aux acheteurs pour vérification de la conformité administrative et sociale des titulaires et, le cas échéant, des sous-traitants.

Le recours à une plateforme tierce ne constitue **en aucun cas une obligation** pour le titulaire et ne saurait **conditionner la validité de la transmission** des documents exigés au titre du marché.

Les informations relatives à la politique de confidentialité et à la protection des données personnelles d'Aprovall sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.aprovall.com/fr/aprovall-documentation/>.

En cours d'exécution du marché et à défaut de communication des éléments précités, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 15 du présent CCAP.

## 20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 21 - Engagements éthiques et probité

Les dispositions du présent article tiennent lieu de charte éthique applicable au marché, sans qu'il soit nécessaire de se référer à un document annexe

### ENGAGEMENTS ÉTHIQUES ET DE PROBITÉ

Le titulaire s'engage à exécuter le présent marché dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique définis à l'article L3 du Code de la commande publique, à savoir :

- la **liberté d'accès** à la commande publique,
- l'**égalité de traitement** des candidats,
- la **transparence des procédures**.

Le titulaire s'engage à faire preuve de **loyauté, d'intégrité et de neutralité** dans toutes ses relations avec le pouvoir adjudicateur et ses représentants.

À ce titre, le titulaire s'interdit notamment :



- toute **entente, concertation ou pratique collusive** avec d'autres opérateurs économiques, au sens de l'article **L.2141-9 du Code de la commande publique**,
- toute **tentative de fraude, de corruption ou de trafic d'influence**,
- tout **comportement de nature à fausser la concurrence** ou à compromettre l'impartialité du processus d'exécution du marché,
- toute **communication ou divulgation non autorisée d'informations confidentielles** relatives à la consultation ou à son exécution.

En signant l'acte d'engagement, le titulaire s'engage à en respecter les dispositions pendant toute la durée d'exécution du marché.

### **OBLIGATION DE SIGNALEMENT**

Conformément à son devoir de probité, le titulaire s'engage à signaler sans délai au pouvoir adjudicateur tout fait ou comportement dont il aurait connaissance et qui serait :

- susceptible de constituer une **entente, un conflit d'intérêts, une tentative de corruption ou une pratique anticoncurrentielle**,
- ou de nature à compromettre la **transparence ou la loyauté** dans l'exécution du présent marché.

Aucun signalement ne pourra donner lieu à une sanction contractuelle dès lors qu'il est effectué de bonne foi.

### **SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENT À LA PROBITÉ**

Tout manquement du titulaire aux engagements de probité et d'intégrité prévus au présent CCAP pourra entraîner, après mise en demeure restée sans effet :

- la **résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire**, conformément à l'article L2195-4 du Code de la commande publique,
- le **signalement des faits aux autorités compétentes** (Procureur de la République, DGCCRF, ou tout autre service d'enquête),
- l'**exclusion du titulaire de toute nouvelle consultation** conformément à l'article L2141-9 du Code de la commande publique.

Ces mesures peuvent être engagées sans préjudice des sanctions pénales, civiles ou administratives prévues par la réglementation en vigueur.

### **CLAUDE DE COOPERATION AVEC LES AUTORITÉS**

En cas de suspicion ou de constat d'infraction, le titulaire s'engage à **coopérer pleinement avec l'acheteur public** et, le cas échéant, avec les autorités administratives ou judiciaires saisies.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à garantir la **confidentialité des informations** communiquées dans ce cadre.

## **22 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.1.2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 46 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 51 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication